

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

---

## RECUEIL ADMINISTRATIF ET ECONOMIQUE

---

B — N° 38

19 septembre 1996

---

### S o m m a i r e

Arrêté grand-ducal du 10 juillet 1996 portant réorganisation du syndicat intercommunal ayant pour objet la construction, l'entretien et l'exploitation d'un crématoire (S.I.C.E.C.) . . . . .	page 644
Administration du Cadastre et de la Topographie – Examen de promotion . . . . .	648
Administration des Ponts et Chaussées – Examens de promotion . . . . .	648
Emprunt grand-ducal 4% de 1950 – Amortissement du 15 octobre 1996 . . . . .	648
Entreprises d'assurances – Agréments d'agents d'assurances retirés et Agents d'assurances agréés pendant le mois de juillet 1996 . . . . .	651
Relevés des faillites prononcées par les tribunaux de commerce pendant le mois de juin et le mois de juillet 1996 . . . . .	653
Titres au porteur – Oppositions – Mainlevées d'opposition . . . . .	656
Santé – Relevé des maladies transmissibles déclarées pendant le mois de juillet 1996 . . . . .	658

---

**Arrêté grand-ducal du 10 juillet 1996 portant réorganisation du syndicat intercommunal ayant pour objet la construction, l'entretien et l'exploitation d'un crématoire (S.I.C.E.C.).**

Nous JEAN, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Vu la loi du 14 février 1900 concernant la création de syndicats de communes, telle qu'elle a été modifiée et complétée par la loi du 23 décembre 1958 et par la loi du 29 juillet 1981;

Vu l'arrêté grand-ducal du 8 juillet 1976 autorisant la création d'un syndicat de communes ayant pour objet la construction, l'entretien et l'exploitation d'un crématoire sur base intercommunale (S.I.C.E.C.);

Vu les délibérations concordantes des conseils communaux de toutes les communes affiliées;

Notre Conseil d'Etat entendu;

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Intérieur et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

**Art. 1<sup>er</sup>.** Les dispositions de l'arrêté grand-ducal du 8 juillet 1976 autorisant la création d'un syndicat de communes ayant pour objet la construction, l'entretien et l'exploitation d'un crématoire sur base intercommunale (S.I.C.E.C.) sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes:

«**Art. 1<sup>er</sup>.** Les communes de Bascharage, Beckerich, Bertrange, Bettembourg, Bettendorf, Betzdorf, Burmerange, Clemency, Clervaux, Consdorf, Contern, Dalheim, Diekirch, Differdange, Dippach, Dudelange, Echternach, Erpeldange, Ell, Esch-sur-Alzette, Ettelbruck, Feulen, Fischbach, Flaxweiler, Fohren, Garnich, Grevenmacher, Hesperange, Hobscheid, Junglinster, Kayl, Kehlen, Koerich, Kopstal, Leudelange, Lintgen, Lorentzweiler, Luxembourg, Mamer, Manternach, Mersch, Mertert, Mompach, Mondercange, Mondorf-les-Bains, Niederanven, Pétange, Putscheid, Reckange-sur-Mess, Remerschen, Remich, Roeser, Rosport, Rumelange, Sanem, Schieren, Schiffange, Schuttrange, Stadtbredimus, Steinfort, Steinsel, Strassen, Vianden, Waldbredimus, Walferdange, Weiler-la-Tour, Wellenstein, Wiltz, Wormeldange sont autorisées à créer un syndicat intercommunal dénommé «Syndicat intercommunal pour la construction, l'entretien et l'exploitation d'un crématoire», (S.I.C.E.C.).

**Art. 2.** Le syndicat a son siège à Luxembourg.

**Art. 3.** Le syndicat a pour objet la construction d'un bâtiment avec l'équipement nécessaire pour assurer la crémation des dépouilles mortelles.

**Art. 4.** Le syndicat peut accomplir tous les actes qui concordent à la réalisation de son objet social.

Les membres du syndicat s'obligent à aider le syndicat dans l'accomplissement des buts syndicaux. Ils s'engagent à n'organiser aucun service identique dans un autre syndicat créé aux mêmes fins.

**Art. 5.** Le syndicat est administré par un comité qui sera constitué d'après les règles suivantes:

(1) Les communes, dont la population de résidence habituelle s'est élevée au dernier recensement général à 3.000 habitants au moins, sans dépasser le nombre de 15.000, ont droit chacune à un délégué. Toute population ultérieure de 15.000 habitants, ou fraction de 7.500 habitants au moins, donne droit à un délégué supplémentaire.

(2) Les communes, dont la population de résidence habituelle n'a pas atteint au dernier recensement général 3.000 habitants, sont constituées en trois circonscriptions, d'après les districts auxquels elles appartiennent. Chacune de ces circonscriptions a droit à autant de délégués qu'une commune représentée individuellement ayant la même population de résidence habituelle au dernier recensement général, mais au moins à un délégué.

**Art. 6.** (1) Le comité peut engager du personnel administratif et technique suivant les besoins du syndicat.

(2) Les travaux du secrétariat et de la recette sont nettement séparés. Le secrétaire et le receveur du syndicat sont nommés par le comité sous l'approbation du Ministre de l'Intérieur.

**Art. 7.** Le comité est chargé de prendre les mesures propres à remplir les obligations du syndicat. Il gère la fortune syndicale et peut en disposer pour assumer la mission qui lui est confiée. Il est tenu de gérer les affaires du syndicat dans l'intérêt des communes syndiquées.

**Art. 8.** Le budget annuel est à établir de manière à équilibrer les charges d'exploitation et d'entretien par des recettes provenant de la facturation. Un déficit constaté à la fin de l'exercice devra être épongé par les communes membres, à moins qu'il ne puisse être résorbé, soit par des excédents des années antérieures, soit par des excédents à créer au cours des trois années à venir.

**Art. 9.** Le syndicat est constitué pour une durée de trente ans. Après l'expiration de cette période, l'acte syndical est renouvelé par tacite reconduction de dix ans en dix ans, à moins que le syndicat ne soit dissous dans les conditions et suivant les modalités fixées à l'article 11 de la loi modifiée du 14 février 1900.

**Art. 10.** Les statuts du syndicat font partie intégrante de l'arrêté d'institution. Toute modification ultérieure des statuts doit être approuvée par les communes syndiquées avant d'être soumise à l'approbation du Grand-Duc.»

**Art. 2.** Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Mémorial.

Le Ministre de l'Intérieur,  
**Michel Wolter**

Château de Berg, le 10 juillet 1996.  
**Jean**

## STATUTS

du Syndicat intercommunal pour la construction, l'entretien et l'exploitation d'un crématoire (S.I.C.E.C.)

### 1. Création du syndicat

1.1. Les communes Bascharage, Beckerich, Bertrange, Bettembourg, Bettendorf, Betzdorf, Burmerange, Clemency, Clervaux, Consdorf, Contern, Dalheim, Diekirch, Differdange, Dippach, Dudelange, Echternach, Erpeldange, Ell, Esch-sur-Alzette, Ettelbruck, Feulen, Fischbach, Flaxweiler, Fohren, Garnich, Grevenmacher, Hesperange, Hobscheid, Junglinster, Kayl, Kehlen, Koerich, Kopstal, Leudelange, Lintgen, Lorentzweiler, Luxembourg, Mamer, Manternach, Mersch, Mertert, Mompach, Mondercange, Mondorf-les-Bains, Niederanven, Pétange, Putscheid, Reckange-sur-Mess, Remerschen, Remich, Roeser, Rosport, Rumelange, Sanem, Schieren, Schifflange, Schuttrange, Stadtbredimus, Steinfort, Steinsel, Strassen, Vianden, Waldbredimus, Walferdange, Weiler-la-Tour, Wellenstein, Wiltz, Wormeldange, ont convenu de créer un syndicat intercommunal dénommé SYNDICAT INTERCOMMUNAL POUR LA CONSTRUCTION, L'ENTRETIEN ET L'EXPLOITATION D'UN CREMATOIRE (S.I.C.E.C.).

1.2. Le syndicat est régi

- par la loi du 14 février 1900 concernant la création des syndicats de communes, telle qu'elle a été modifiée et complétée par la suite;
- par l'arrêté grand-ducal autorisant sa réorganisation;
- par les présents statuts.

### 2. Membres

2.1. Les communes mentionnées au point 1.1. sont considérées comme membres fondateurs.

2.2. D'autres communes peuvent entrer au syndicat conformément aux dispositions de l'article 1er de la loi modifiée du 14 février 1900. Celles qui adhèrent avant la mise en exploitation du crématoire sont également considérées comme membres fondateurs.

2.3. Une commune membre peut sortir du syndicat dans les conditions prévues par l'article 12 de la loi modifiée du 14 février 1900.

### 3. Sièg

3.1. Le syndicat a son siège à Luxembourg.

### 4. Objet

4.1. Le syndicat a pour objet la construction d'un bâtiment avec l'équipement nécessaire pour assurer la crémation des dépouilles mortelles. L'exploitation se fera en conformité des législations actuellement en vigueur qui sont:

- a) loi du 1er août 1972 portant réglementation de l'inhumation et de l'incinération des dépouilles mortelles;
- b) règlement grand-ducal du 18 octobre 1972 relatif à la création et au fonctionnement d'un four crématoire;
- c) règlement grand-ducal du 21 juin 1978 relatif à la dispersion des cendres.

4.2. Le syndicat peut accomplir tous les actes qui concourent à la réalisation de son objet social.

Les membres du syndicat s'obligent à aider le syndicat dans l'accomplissement des buts syndicaux. Ils s'engagent à n'organiser aucun service identique dans un autre syndicat créé aux mêmes fins.

### 5. Administration

#### 5.1. Le comité

Le syndicat est administré par un comité qui sera constitué d'après les règles suivantes:

(1) Les communes, dont la population de résidence habituelle s'est élevée au dernier recensement général à 3.000 habitants au moins, sans dépasser le nombre de 15.000, ont droit chacune à un délégué. Toute population ultérieure de 15.000 habitants, ou fraction de 7.500 habitants au moins, donne droit à un délégué supplémentaire.

(2) Les communes, dont la population de résidence habituelle n'a pas atteint au dernier recensement général 3.000 habitants, sont constituées en trois circonscriptions, d'après les districts auxquels elles appartiennent. Chacune de ces circonscriptions a droit à autant de délégués qu'une commune représentée individuellement ayant la même population de résidence habituelle au dernier recensement général, mais au moins à un délégué.

(3) Les délégués des communes qui sont représentées individuellement au comité, sont élus par les conseils communaux respectifs dans les formes des articles 32, 33 et 34 de la loi communale du 13 décembre 1988.

(4) Les délégués des communes, groupées en circonscriptions, sont nommés par le Ministre de l'Intérieur parmi les candidats qui lui sont proposés, à raison d'un par commune, par les conseils communaux respectifs.

(5) Le choix du conseil communal peut porter sur tout citoyen réunissant les conditions requises pour faire partie d'un conseil communal.

(6) La durée du mandat des membres du comité est de six ans. Toutefois les conseils communaux peuvent révoquer leurs délégués en cours de mandat et les remplacer par d'autres délégués remplissant les conditions prescrites.

(7) Le comité est renouvelé après chaque renouvellement des conseils communaux et ce dans le mois qui suivra l'installation des conseillers nouvellement élus.

(8) En cas de renouvellement intégral du conseil communal de l'une des communes syndiquées, par suite de dissolution ou de démission de tous les membres en exercice le nouveau conseil procède, dans la quinzaine de son installation, à la désignation de son ou de ses délégués au comité du syndicat. Toutefois, cette disposition ne sera applicable aux communes groupées en circonscriptions qu'au cas où le délégué aura été membre du conseil dissous ou démissionné.

(9) Les délégués sortants sont rééligibles.

(10) En cas de vacance parmi les délégués par suite de décès, démission ou toute autre cause, le conseil communal pourvoit au remplacement dans le délai d'un mois.

(11) Tout délégué en remplacement achève le terme de celui qu'il remplace.

(12) Si un conseil, après une mise en demeure du Ministre de l'Intérieur ou du Commissaire de district, néglige ou refuse de nommer son délégué, le bourgmestre représente la commune dans le comité du syndicat. En cas d'empêchement il est remplacé conformément à l'article 64 de la loi communale du 13 décembre 1988.

(13) Conformément à l'article 27 de la loi communale du 13 décembre 1988, des jetons de présence peuvent, sous l'approbation du Ministre de l'Intérieur, être accordés aux membres du comité pour l'assistance aux séances du comité et à celles de ses commissions.

(14) Les membres du comité ont encore droit à des frais de route et de séjour à fixer conformément à la législation en vigueur.

(15) Le comité est chargé de prendre les mesures propres à remplir les obligations du syndicat. Il gère la fortune syndicale et peut en disposer pour assumer la mission qui lui est confiée. Il est tenu de gérer les affaires du syndicat dans l'intérêt des communes syndiquées.

Il peut concéder l'exploitation des installations, sur la base d'une convention à conclure en vertu de l'article 14 de la loi du 29 juillet 1981 modifiant et complétant la loi modifiée du 14 février 1900 concernant la création de syndicats de communes.

(16) Sont notamment soumises à la décision du comité:

- a) l'élection du président, du vice-président et des membres du bureau du syndicat;
- b) la désignation et la révocation du secrétaire et de tout autre personnel administratif et technique, la fixation du statut dudit personnel et de sa rémunération;
- c) la fixation des jetons de présence des membres du comité, du bureau et du conseil technique;
- d) l'élaboration d'un règlement intérieur;
- e) l'élaboration du règlement d'utilisation des installations;
- f) la fixation de la participation des communes aux dépenses, ainsi que la tarification des prestations;
- g) l'approbation des budgets et des comptes;
- h) l'acquisition, la vente et l'entretien des biens immobiliers et mobiliers nécessaires à l'accomplissement de la mission du syndicat;
- i) l'acceptation de dons et legs;
- j) la dissolution du syndicat, sans préjudice des dispositions de l'article 11 de la loi modifiée du 14 février 1900;

## 5.2. **Le bureau**

(1) Le comité élit parmi ses délégués les membres de son bureau.

(2) Le bureau se compose du président, du vice-président, de trois membres et du secrétaire.

(3) Le comité peut renvoyer au bureau le règlement de certaines affaires et lui conférer à cet effet une délégation dont il fixe les limites.

## 5.3. **Le président**

(1) Le comité élit, après chaque renouvellement des conseils communaux, au scrutin secret, parmi ses membres, un président qui restera en fonction pendant les six années correspondant à la période de service des conseillers communaux.

(2) Le président convoque les réunions du comité et du bureau conformément aux dispositions de l'article 5 de la loi modifiée du 14 février 1900.

(3) Il prépare les décisions du comité et se charge de leur exécution.

(4) Le président représente le syndicat en justice et dans tous les actes de la vie civile.

(5) Lorsque, lors d'une séance du comité il y a partage de voix sur un point de l'ordre du jour débattu, l'objet en discussion est reporté à l'ordre du jour de la séance suivante; au même cas de partage de voix dans cette seconde séance, le président ou son remplaçant a voix prépondérante.

(6) En cas d'empêchement, le président est remplacé par le vice-président.

#### 5.4. **Le personnel**

(1) Le comité peut engager du personnel administratif et technique suivant les besoins du syndicat.

(2) Les travaux du secrétariat et de la recette sont nettement séparés. Le secrétaire et le receveur du syndicat sont nommés par le comité, sous l'approbation du Ministre de l'Intérieur.

#### 5.5. **Le conseil technique**

Le comité peut s'adjoindre un conseil technique. La composition et les attributions du conseil technique font l'objet d'un règlement du comité.

#### 5.6. **La gestion administrative**

(1) Le comité se réunit sur la convocation de son président aussi souvent que l'exigent les affaires comprises dans les attributions du syndicat, mais au moins une fois par an.

(2) Les décisions du comité sont soumises, comme celles des conseils communaux, à l'approbation de l'autorité supérieure pour autant que cette approbation est requise.

(3) En général, les dispositions réglant les droits et obligations du collège des bourgmestre et échevins sont applicables au président, celles réglant les droits du conseil communal sont applicables au comité.

### 6. **Gestion financière et comptable**

#### 6.1. **Investissement**

(1) Les frais de construction du crématoire seront supportés par les communes, membres-fondateurs du syndicat, proportionnellement à la population de résidence habituelle du dernier recensement général. Les communes qui adhéreront au syndicat pendant la période de construction seront considérées, pour la répartition des frais de construction, comme membres-fondateurs.

(2) Tout investissement portant sur un équipement d'extension tant qualitative que quantitative de la mission existante du syndicat dans le cadre de l'objet syndical tel qu'il est défini à l'article 4.1., est à financer par un apport en capital des communes concernées, selon les mêmes proportions qu'à l'alinéa (1) ci-dessus.

(3) Pendant la période de construction, des avances sur sa contribution définitive pourront être demandées à toute commune affiliée.

Le solde sera payé sur demande du syndicat après l'établissement de l'approbation du procès-verbal de réception des frais de construction, tels que ceux-ci sont définis à l'alinéa qui précède.

(4) L'affiliation d'une commune au syndicat après la mise en exploitation du crématoire donnera lieu au versement d'une participation égale à la proportion qui existe entre son nombre d'habitants et le nombre des habitants des communes déjà syndiquées dans les frais de construction résultant du procès-verbal définitif majorés de l'intérêt légal couru depuis la date de la mise en exploitation jusqu'au jour de l'affiliation.

Les sommes ainsi récoltées seront versées à un compte de renouvellement.

(5) La date de la mise en exploitation du crématoire fera l'objet d'une décision formelle du syndicat.

#### 6.2. **Entretien et fonctionnement**

Les frais d'entretien et de fonctionnement courants, sont récupérés intégralement par redevances dues pour la crémation des dépouilles mortelles.

(1) La fixation des redevances a lieu en s'inspirant des critères d'une gestion privée.

(2) Avant le 1er octobre de chaque année le comité fixe les redevances pour l'incinération des dépouilles mortelles et pour d'autres services rendus par le syndicat pour l'exercice suivant;

Pour l'exercice 1995 les redevances seront fixées avant l'entrée en exploitation du crématoire.

(3) Le comité est habilité à fixer une redevance différente pour les dépouilles mortelles en provenance de l'étranger et des communes non membres du syndicat.

(4) Le budget annuel est à établir de manière à équilibrer les charges d'exploitation et d'entretien par des recettes provenant de la facturation. Un déficit constaté à la fin de l'exercice devra être épongé par les communes membres, à moins qu'il ne puisse être résorbé, soit par des excédents des années antérieures, soit par des excédents à créer au cours des trois années à venir.

#### 6.3. **La comptabilité**

(1) Les règles de la comptabilité des communes s'appliquent à la comptabilité du syndicat. Toutefois les livres de la comptabilité syndicale sont tenus selon les principes de la comptabilité commerciale.

(2) La comptabilité comprend le budget ainsi que les comptes annuels qui se composent du bilan, établi au 31 décembre de chaque année et du compte de pertes et profits. Les comptes annuels doivent être établis avec clarté et doivent donner une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que des résultats du syndicat.

(3) Les règles relatives à l'évaluation des valeurs actives et passives du bilan, à l'amortissement et à la constitution d'un fonds de renouvellement sont fixées par le comité du syndicat sous l'approbation du Ministre de l'Intérieur.

(4) Avant le 15 novembre de chaque année le comité établit le budget de l'exercice à venir.

(5) L'exercice financier commence le 1er janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

- (6) L'arrêté des comptes annuels et leur vérification se fait conformément à l'article 163 de la loi communale.
- (7) Copies du budget, du bilan et du compte de pertes et profits sont adressées annuellement aux communes membres du syndicat.
- (8) Les charges d'exploitation figurant au compte de pertes et profits comprennent notamment:
- les dépenses d'exploitation et administratives proprement dites
  - les dotations annuelles aux comptes d'amortissement et de renouvellement des investissements
  - les intérêts
- (9) Les produits comprennent notamment:
- les revenus provenant des redevances et les recettes des prestations et autres services fournis
  - les redevances des communes membres du syndicat
  - les revenus de capitaux
- (10) Le budget annuel indique:
- à la section ordinaire les produits et les charges tels qu'ils sont définis aux alinéas (8) et (9) ci-dessus;
  - à la section extraordinaire notamment:
    - en dépense: les crédits pour acquisitions et installations nouvelles
    - en recette:
      - les versements en capital des communes membres
      - les subsides pour acquisitions et installations nouvelles
      - les prélèvements sur les comptes d'amortissement et de renouvellement des investissements.
- (11) Le syndicat est sans but lucratif; un excédent de recettes éventuel du compte de pertes et profits est transféré sur un compte de réserve qui sert principalement à la couverture de pertes éventuelles ultérieures et subsidiairement au renouvellement des investissements.

#### 7. Durée et dissolution du syndicat

Le syndicat est constitué pour une durée de 30 ans. Après l'expiration de cette période, l'acte syndical est renouvelé par tacite reconduction de dix en dix ans, à moins que le syndicat ne soit dissous dans les conditions et suivant les modalités fixées à l'article 11 de la loi modifiée du 14 février 1900.

#### 8. Changement des statuts

Les statuts peuvent être modifiés à la demande du comité ou d'une commune syndiquée. La modification ne sera adoptée que si toutes les communes y donnent leur accord. Elle reste soumise à l'approbation du Grand-Duc conformément à l'article 1er de la loi modifiée du 14 février 1900.

---

**Administration du Cadastre et de la Topographie. – Examen de promotion.** – Il est porté à la connaissance des intéressés que l'Administration du Cadastre et de la Topographie procédera au courant du mois de février 1997 à un examen de promotion dans la carrière de l'expéditionnaire technique.

---

**Administration des Ponts et Chaussées. – Examens de promotion.** – Il est porté à la connaissance des intéressés que l'administration des Ponts et Chaussées envisage d'organiser pendant la première quinzaine du mois de mars 1997

- un examen de promotion dans la carrière de l'artisan et
- un examen de promotion dans la carrière de l'ingénieur technicien.

#### Emprunt gr.-duc. 4% de 1950 – amortissement du 15 octobre 1996

(Art. 3 de l'arrêté ministériel du 12 septembre 1950, réglant les conditions d'émission d'une 1re tranche de l'emprunt autorisé par la loi du 20 juillet 1950).

Le tirage au sort des obligations de l'emprunt gr.-duc. 4% de 1950, remboursables le 15 octobre 1996 par 19.130.000 francs, a donné le résultat suivant:

#### Littera A: 500 obligations à 1.000 fr.

13061	13812	14566	15355	16221	16909	17684	18494	19259	20235
13072	13829	14572	15367	16224	16926	17699	18496	19273	20241
13086	13850	14582	15391	16236	16942	17709	18515	19282	20258
13104	13877	14586	15401	16238	16970	17724	18530	19293	20286
13110	13898	14589	15419	16242	16985	17763	18552	19306	20304
13130	13922	14609	15436	16244	16995	17783	18572	19317	20316



13141	13938	14613	15449	16245	17012	17807	18581	19334	20347
13160	13949	14623	15474	16246	17036	17834	18596	19348	20356
13180	13964	14637	15484	16264	17051	17854	18601	19366	20363
13196	13978	14644	15492	16280	17070	17891	18619	19371	20377
13199	13984	14650	15510	16294	17109	17911	18630	19382	20384
13215	13991	14692	15539	16330	17126	17927	18640	19397	20396
13228	13995	14758	15548	16347	17153	17940	18643	19413	20415
13239	13996	14762	15553	16364	17163	17956	18651	19442	20419
13243	14028	14787	15576	16382	17167	17963	18666	19471	20436
13249	14040	14801	15588	16405	17177	17973	18678	19485	20447
13260	14055	14824	15595	16422	17184	17980	18698	19515	20462
13265	14057	14838	15622	16442	17200	17989	18712	19540	20474
13276	14072	14839	15630	16457	17203	17991	18758	19558	20507
13299	14080	14848	15664	16471	17210	17997	18768	19592	20516
13301	14104	14866	15665	16482	17221	18013	18782	19783	20524
13321	14112	14878	15671	16490	17229	18021	18794	19801	20543
13331	14126	14889	15691	16496	17261	18053	18798	19804	20551
13343	14132	14898	15693	16497	17278	18054	18818	19821	20555
13359	14146	14906	15708	16510	17289	18067	18830	19836	20567
13365	14150	14935	15714	16536	17303	18085	18833	19851	20589
13394	14187	14961	15763	16547	17308	18096	18842	19866	20603
13422	14199	14978	15790	16549	17309	18102	18848	19880	20642
13432	14220	15009	15796	16572	17314	18108	18852	19891	20665
13450	14235	15031	15803	16598	17330	18111	18868	19909	20688
13456	14263	15061	15816	16603	17352	18125	18897	19928	20695
13473	14280	15073	15828	16615	17354	18137	18913	19939	20721
13514	14292	15082	15841	16618	17380	18140	18938	19954	20731
13535	14300	15094	15853	16623	17397	18147	18962	19968	20738
13549	14319	15108	15863	16627	17409	18168	19021	19987	20763
13564	14333	15120	15876	16642	17415	18190	19050	19992	20786
13587	14348	15126	15882	16646	17437	18264	19058	20008	20804
13599	14355	15138	15892	16662	17452	18283	19071	20012	20816
13606	14373	15152	15913	16672	17524	18325	19090	20027	20834
13626	14379	15159	15920	16694	17537	18335	19093	20038	20853
13639	14393	15183	15930	16760	17552	18374	19109	20073	20872
13654	14397	15199	15986	16774	17572	18384	19120	20082	20883
13672	14403	15209	16014	16783	17582	18406	19129	20096	20898
13685	14427	15223	16042	16805	17594	18415	19148	20107	20908
13694	14443	15289	16069	16826	17602	18433	19160	20136	20926
13709	14462	15301	16118	16836	17620	18451	19176	20158	20937
13722	14516	15306	16129	16844	17621	18461	19187	20183	20945
13740	14535	15317	16153	16854	17631	18471	19207	20197	20958
13760	14536	15329	16184	16881	17655	18480	19228	20214	20961
13781	14554	15337	16200	16896	17675	18485	19245	20224	20965

Littera B: 236 obligations à 5.000 fr.

6219	6626	7013	7385	7756	8113	8511	8880	9226	9607
6230	6641	7027	7404	7770	8135	8540	8891	9239	9619
6252	6657	7048	7427	7775	8155	8573	8898	9274	9635
6258	6669	7059	7439	7789	8167	8584	8906	9289	9661
6278	6685	7082	7448	7810	8182	8596	8923	9304	9677
6292	6698	7088	7460	7821	8199	8603	8935	9324	9680
6302	6716	7107	7472	7835	8211	8617	8947	9343	9690
6353	6725	7127	7482	7844	8229	8620	8965	9351	9701
6372	6764	7150	7512	7852	8268	8633	8977	9363	9712
6393	6775	7168	7517	7866	8285	8639	9054	9376	9722
6405	6788	7180	7547	7884	8293	8659	9057	9396	9735
6433	6806	7185	7566	7902	8307	8669	9068	9415	9765
6445	6814	7195	7576	7913	8315	8674	9077	9422	9774
6455	6828	7200	7615	7920	8325	8680	9098	9433	9789
6470	6835	7206	7648	7932	8332	8689	9107	9452	9811
6494	6847	7232	7658	7951	8355	8711	9118	9458	9813
6508	6863	7263	7668	8011	8363	8760	9130	9478	9825
6527	6871	7266	7690	8025	8374	8785	9149	9482	9857
6542	6882	7292	7697	8031	8385	8801	9166	9515	9870
6545	6898	7301	7718	8049	8392	8811	9178	9520	9875
6556	6920	7318	7722	8054	8411	8829	9199	9557	9899
6575	6928	7335	7725	8062	8421	8847	9207	9572	9932
6585	6945	7349	7739	8077	8434	8867	9215	9587	9951
6607	6968	7371	7747	8089	8452				

Littera C: 150 obligations à 10.000 fr.

3976	4189	4455	4698	4913	5129	5416	5628	5847	6124
3981	4208	4467	4703	4927	5171	5428	5634	5859	6138

4035	4264	4482	4714	4936	5184	5444	5652	5872	6158
4044	4287	4495	4720	4949	5211	5453	5664	5903	6167
4061	4303	4517	4729	4961	5220	5469	5675	5926	6180
4070	4319	4552	4737	5014	5232	5481	5693	5937	6196
4082	4339	4570	4761	5036	5244	5487	5701	5957	6204
4094	4352	4595	4768	5047	5264	5492	5707	5975	6214
4111	4367	4613	4794	5063	5287	5498	5711	5983	6222
4118	4384	4630	4813	5066	5312	5513	5722	6010	6247
4130	4395	4645	4838	5078	5323	5540	5727	6038	6291
4136	4405	4653	4842	5093	5344	5563	5764	6055	6325
4147	4424	4663	4853	5099	5351	5572	5790	6070	6343
4152	4428	4671	4863	5110	5375	5594	5810	6098	6365
4176	4438	4684	4899	5120	5389	5605	5827	6105	6378

Littera D: 57 obligations à 50.000 fr.

1502	1580	1682	1768	1904	1980	2074	2160	2258	2330
1518	1588	1695	1790	1913	1999	2089	2178	2270	2345
1538	1610	1703	1846	1923	2017	2106	2189	2288	2358
1541	1618	1723	1848	1927	2030	2138	2195	2302	2369
1562	1647	1732	1881	1951	2050	2145	2244	2318	2378
1574	1670	1748	1884	1959	2069	2156			

Littera E: 131 obligations à 100.000 fr.

3437	3711	3892	4132	4368	4568	4735	4910	5149	5344
3471	3717	3907	4134	4379	4585	4759	4919	5165	5360
3490	3731	3911	4146	4395	4592	4779	4928	5183	5374
3546	3759	3937	4155	4412	4607	4790	4945	5192	5383
3570	3777	3954	4212	4419	4621	4809	4972	5203	5397
3582	3806	3966	4233	4445	4630	4831	5015	5213	5415
3597	3812	3983	4262	4455	4641	4838	5041	5221	5435
3621	3821	4012	4283	4466	4665	4840	5051	5228	5445
3637	3839	4035	4294	4476	4676	4858	5063	5238	5455
3658	3847	4066	4307	4488	4687	4870	5085	5270	5468
3668	3852	4091	4322	4511	4699	4882	5117	5279	5474
3679	3868	4104	4343	4541	4714	4887	5124	5311	5491
3692	3882	4118	4353	4548	4725	4902	5138	5322	5499
3699									

Les obligations amorties suivantes n'ont pas encore été présentées au remboursement:

a) Ancien type:

Littera A à 1.000 fr.

1471 (4)	2084 (5)	2088 (1)	2090 (2)
----------	----------	----------	----------

Littera B à 5.000 fr.

214 (3)	1752 (5)
---------	----------

Littera C à 10.000 fr.

3843 (5)
----------

b) Nouveau type: (à partir du 15.10.1982)

Littera A à 1.000 fr.

16052 (18)	20852 (18)	20891 ( 7)	20895 (14)	20948 (14)	20959 (17)
16053 (19)	20856 (19)	20892 (14)	20900 (18)	20955 (17)	20962 ( 6)
20684 (19)	20887 (15)	20893 (17)	20910 (19)	20956 (10)	20963 (11)
20697 (19)	20890 ( 9)	20894 (19)	20947 (15)	20957 ( 6)	20964 (19)

Littera B à 5.000 fr.

7582 (19)	9821 (19)	9869 (19)	9907 (19)	9975 (14)	9977 (11)
9819 (19)	9858 (19)	9871 (19)	9950 (15)	9976 (15)	9978 ( 8)
9820 (19)	9864 (19)	9881 (19)	9973 (15)		

Littera C à 10.000 fr.

6340 (17)	6389 (18)
-----------	-----------



Littera D à 50.000 fr.

2133 (19)

- (1) amortissement du 15 octobre 1971
- (2) amortissement du 15 octobre 1972
- (3) amortissement du 15 octobre 1976
- (4) amortissement du 15 octobre 1977
- (5) amortissement du 15 octobre 1981

- 
- (6) amortissement du 15 octobre 1982
  - (7) amortissement du 15 octobre 1983
  - (8) amortissement du 15 octobre 1984
  - (9) amortissement du 15 octobre 1985
  - (10) amortissement du 15 octobre 1986
  - (11) amortissement du 15 octobre 1987
  - (12) amortissement du 15 octobre 1988
  - (13) amortissement du 15 octobre 1989
  - (14) amortissement du 15 octobre 1990
  - (15) amortissement du 15 octobre 1991
  - (16) amortissement du 15 octobre 1992
  - (17) amortissement du 15 octobre 1993
  - (18) amortissement du 15 octobre 1994
  - (19) amortissement du 15 octobre 1995

Les obligations remboursables pourront être présentées directement à la Caisse Générale de l'Etat.

Les intérêts cesseront de courir à partir du jour de l'échéance des titres.

Après l'amortissement de 19.130.000 fr. un montant de 84.485.000 fr. reste en circulation.

**Entreprises d'assurances. – Agréments d'agents d'assurances retirés pendant le mois de juillet 1996.**

Nom et domicile	Entreprises d'assurances	Date du retrait
Stoffel Josiane, ép. Tangeten, Mondorf-les-Bains	LE FOYER ASSURANCES LE FOYER VIE	22.07.1996
Ferreira Fernandes José, Luxembourg	ROYALE UAP IARD ROYALE UAP VIE	22.07.1996

**Entreprises d'assurances. – Agents d'assurances agréés pendant le mois de juillet 1996.**

Nom et domicile	Entreprises d'assurances	Date de l'agrément
Fauquet Xavier, Bereldange	ABN AMRO LIFE	22.07.1996
Lesgardeur Christine, Luxembourg	AXA ASSURANCES	05.07.1996
Apolloni Ivana, ép. Gualtieri, Foetz	BBL LIFE	05.07.1996
Delhez Patrick, Steinfort	BBL LIFE	05.07.1996
Florentini Danielle, ép. Cardone, Dudelange	BBL LIFE	05.07.1996
François Jean, Strassen	BBL LIFE	12.07.1996
Hahn Jean-Paul, Hagen	BBL LIFE	05.07.1996
Konopek Stefan, Luxembourg	BBL LIFE	12.07.1996
Michaelis Jean, Dippach	BBL LIFE	05.07.1996
Moreels Christian, Luxembourg	BBL LIFE	05.07.1996
Serres Nicole, Colmar-Berg	BBL LIFE	05.07.1996
Simon Alice, ép. Van Den Berkmortel, Niederwampach	BBL LIFE	05.07.1996

Nom et domicile	Entreprises d'assurances	Date de l'agrément
Welter Tom, Luxembourg	BBL LIFE	12.07.1996
Muller Armand, Pétange	D.A.S.	05.07.1996
Dahm Romaine, ép. Roller, Wasserbillig	FORTIS LUXEMBOURG IARD FORTIS LUXEMBOURG VIE	05.07.1996
Delfino Liberto, Sanem	FORTIS LUXEMBOURG IARD FORTIS LUXEMBOURG VIE	12.07.1996
Lallemand Marguerite, Enscherange	FORTIS LUXEMBOURG IARD FORTIS LUXEMBOURG VIE	05.07.1996
Berens Marc, Esch-sur-Alzette	LE FOYER ASSURANCES LE FOYER VIE	05.07.1996
Bodem Thierry, Useldange	LE FOYER ASSURANCES LE FOYER VIE	05.07.1996
Degrand Denise, ép. Weis, Gilsdorf	LE FOYER ASSURANCES LE FOYER VIE	05.07.1996
Ewert Marie-Paule, ép. Dondelinger, Heffingen	LE FOYER ASSURANCES LE FOYER VIE	12.07.1996
Fohl Michèle, Moutfort	LE FOYER ASSURANCES LE FOYER VIE	05.07.1996
Govers Albert, Grevenmacher	LE FOYER ASSURANCES LE FOYER VIE	12.07.1996
Hansen Thomas, Kehlen	LE FOYER ASSURANCES LE FOYER VIE	12.07.1996
Mayer Elisabeth, Dudelange	LE FOYER ASSURANCES LE FOYER VIE	05.07.1996
Mertz Marc, Dalheim	LE FOYER ASSURANCES LE FOYER VIE	05.07.1996
Mousel Romain, Roeser	LE FOYER ASSURANCES LE FOYER VIE	05.07.1996
Reuland Christa, Kayl	LE FOYER ASSURANCES LE FOYER VIE	12.07.1996
Scherer Carmen, Blaschette	LE FOYER ASSURANCES LE FOYER VIE	05.07.1996
Wells Lisa, Steinfort	LE FOYER ASSURANCES LE FOYER VIE	05.07.1996
Dos Santos Cunha Jorge, Luxembourg	IMPERIO	12.07.1996
Simoes Fajardo Rosa, ép. Florindo, Mondorf-les-Bains	IMPERIO	12.07.1996
Siuda Marc, Esch-sur-Alzette	INTERLUX Assurances Maladie	05.07.1996
Stoltz Claude, Merscheid	LA LUXEMBOURGEOISE <b>uniquement:</b> R.C.- Autos, Corps de VTA, Protection Juridique R.C.A., Personnes transportées et Marchandises transportées	29.07.1996
Jung Brigitte, ép. Penning, Contern	P & V ASSURANCES	05.07.1996
Millot Sylvie, Bereldange	P & V ASSURANCES	05.07.1996
Rebernak Olivier, Luxembourg	P & V ASSURANCES	12.07.1996
Ribau Paul, Howald	P & V ASSURANCES	05.07.1996
Schuller Marianne, Niederfeulen	P & V ASSURANCES	05.07.1996
Thoma Jean-Claude, Lasauvage	P & V ASSURANCES	05.07.1996
Castiglia Nico, Bissen	ROYALE UAP IARD ROYALE UAP VIE	12.07.1996

Nom et domicile	Entreprises d'assurances	Date de l'agrément
<i>Ferreira Fernandes</i> José, Luxembourg	ROYALE UAP IARD ROYALE UAP VIE	22.07.1996
<i>Nepper</i> Pascal, Luxembourg	ROYALE UAP IARD ROYALE UAP VIE	05.07.1996
<i>Schintgen</i> Steve, Luxembourg	ROYALE UAP IARD	22.07.1996

**Relevé des faillites prononcées par les tribunaux de commerce pendant le mois de juin 1996.**

No d'ordre	Nom du failli	Date du Jugement	Juge-commissaire	Curateur
<i>Luxembourg</i>				
1.	la s.à r.l. PAMACO, ayant fait le commerce sous la dénomination Pâtisserie PHILIPPS, établie et ayant son siège social à Luxembourg, 17, avenue de la Gare	7.6.1996	Mme Paule Mersch	M <sup>e</sup> Bernard Felten
2.	la s.à r.l. P.A.G., établie et ayant son siège social à Strassen, 140A, rte d'Arlon	14.6.1996	Mme Karin Guillaume	M <sup>e</sup> Marguerite Ries
3.	la s.à r.l. MODES BRIGIT, établie et ayant son siège social à Dudelange, 15, avenue Grande-Duchesse Charlotte	14.6.1996	Mme Karin Guillaume	M <sup>e</sup> Simone Flammang
4.	la S.A. SOURCE CASTEL, ayant eu son siège social à Luxembourg, 3, rue de l'Industrie, act. sans siège social connu	14.6.1996	Mme Karin Guillaume	M <sup>e</sup> Fabienne Mondot
5.	la s.à r.l. SOFTLUX, établie et ayant son siège social à Dudelange, 32, rte de Zoufftgen	21.6.1996	Mme Paule Mersch	M <sup>e</sup> Sabine Delhaye
6.	le sieur Jean-Pierre HIPPERT, maître-installateur, ayant fait le commerce à Remich, 42, rue Macher, demeurant à Remich, 34, rue Macher	21.6.1996	Mme Paule Mersch	M <sup>e</sup> Francis Kass
7.	la S.A. BATI-BAU, ayant eu son siège social à Eischen, 19, Cité Bettenwies, act. sans siège social connu	21.6.1996	Mme Paule Mersch	M <sup>e</sup> Isabelle Girault
8.	la S.A. VAN, avec siège social à Luxembourg, 28, rue Henri VII	21.6.1996	Mme Paule Mersch	M <sup>e</sup> Laurent Jome
9.	la s.à r.l. NEO TOKYO, avec siège social à Luxembourg, 36, boulevard d'Avranches	21.6.1996	Mme Paule Mersch	M <sup>e</sup> Stéphane Jacoby
10.	la s.à r.l. LA VERANDA LUXEMBOURGEOISE, avec siège social à Luxembourg, 68, rue de Strasbourg	21.6.1996	Mme Paule Mersch	M <sup>e</sup> Christian-Charles Lauer
11.	la s.à r.l. NEW CUIR, avec siège social à Luxembourg, 61, avenue de la Liberté	21.6.1996	Mme Paule Mersch	M <sup>e</sup> Laetitia Rigault
12.	la S.A. PARC HOLDING, avec siège social à Differdange, 11/15, rue Michel Rodange	21.6.1996	Mme Paule Mersch	M <sup>e</sup> Sabrina Martin
13.	la s.à r.l. ITAL'IMENTAZIONE, avec siège social à Capellen, 1c, rte d'Arlon	21.6.1996	Mme Paule Mersch	M <sup>e</sup> Pierre Feltgen
14.	la s.à r.l. BOISSONS HECK, avec siège social à Luxembourg, 1, rue des Muguets	21.6.1996	Mme Paule Mersch	M <sup>e</sup> Pierre-Marc Knaff

No d'ordre	Nom du failli	Date du Jugement	Juge-commissaire	Curateur
15.	la S.A. TERCO, établie et ayant son siège social à Luxembourg, 115, avenue Gaston Diderich	21.6.1996	Mme Paule Mersch	M <sup>e</sup> André Th. Ries
16.	la s.à r.l. CEE TRADING, avec siège social à Luxembourg, 1, rue Glesener	28.6.1996	Mme Paule Mersch	M <sup>e</sup> Carine Lecorvaisier
<i>Diekirch</i>				
17.	le sieur Alphonse ELSÉN, agent immobilier, demeurant à Ettelbruck, 10C, Cité Patton, faisant le commerce sous la dénomination IMMO-ELSEN	12.6.1996	Mme Elisabeth Capesius	M <sup>e</sup> Edith Reiff
18.	la S.A. INFORMATION TECHNOLOGY CONSULTANTS (en abrégé I.T.C. S.A.) ayant son siège social à Welscheid, 7, an der Baach	19.6.1996	Mme Elisabeth Capesius	M <sup>e</sup> Jean-Luc Gonner
19.	la s.à r.l. REDING MARC & CO, établie et ayant son siège social à Ettelbruck, 8, rue Prince Jean, act. en liquidation	26.6.1996	Mme Elisabeth Capesius	M <sup>e</sup> Alain Bingen

Par jugement du tribunal de commerce de Luxembourg en date du 5 avril 1996, la faillite du sieur Miguel A. ZUNIGA ROJAS, demeurant à Luxembourg, 35, rue Laurent Menager, a été rabattue.

#### Relevé des faillites prononcées par les tribunaux de commerce pendant le mois de juillet 1996.

No d'ordre	Nom du failli	Date du Jugement	Juge-commissaire	Curateur
<i>Luxembourg</i>				
1.	la s.à r.l. ADVENTURE établie et ayant son siège social à Luxembourg, 108, rue Adolphe Fischer	2.7.1996	Mme Paule Mersch	M <sup>e</sup> Pierre Feltgen
2.	la s.à r.l. BOUTIQUE TIBURZIO, avec siège social à Luxembourg, 11A, place du Théâtre	5.7.1996	Mme Paule Mersch	M <sup>e</sup> Yves Wagener
3.	la s.à r.l. MONDIAL MARKET SERVICES, avec siège social à Dudelange, 29, an der Soibelkaul	5.7.1996	Mme Paule Mersch	M <sup>e</sup> Blaise Garban
4.	la S.A. TOMASI, anc. GIEFFE LUXEMBOURG S.A., avec siège social à Livange, rue de Bettembourg	5.7.1996	Mme Paule Mersch	M <sup>e</sup> Anja Reisdoerfer
5.	le sieur Marco LINDEN, chauffeur, demeurant à Howald, 48B, rue du 9 Mai 1944, ayant fait le commerce sous la dénomination TAXIS LINDEN à Howald, 3, rue Ed. Oster	5.7.1996	Mme Paule Mersch	M <sup>e</sup> Anja Reisdoerfer
6.	la S.A. ALL TRADING COFIDEM LUXEMBOURG, avec siège social à Luxembourg, 69, rue de Merl	5.7.1996	Mme Maryse Welter	M <sup>e</sup> Marc Boever
7.	la s.à r.l. EUROSEC, établie et ayant son siège social à Goetzingen, 28, rue de Windhof	5.7.1996	Mme Paule Mersch	M <sup>e</sup> Christiane Koster
8.	la S.A. INTER HIGH TECH, avec siège social à Luxembourg, 53, rue de Hollerich	5.7.1996	Mme Paule Mersch	M <sup>e</sup> Véronique Hoffeld
9.	la dame Radmila TOMIC, commerçante, ayant demeuré à Luxembourg, 2, rue du Fort Dumoulin, act. sans domicile ni résidence connus	5.7.1996	Mme Paule Mersch	M <sup>e</sup> Donato Grasso
10.	la S.A. CONTINENTAL RECORDS, avec siège social à Luxembourg, 8, rue St. Willibrord	5.7.1996	Mme Paule Mersch	M <sup>e</sup> Nathalie Gilson

No d'ordre	Nom du failli	Date du Jugement	Juge-commissaire	Curateur
11.	la s.à r.l. HELMY, avec siège social à Ersange, 7, route de Remich	5.7.1996	Mme Paule Mersch	M <sup>e</sup> Sandra Goergen
12.	la s.à r.l. SOLUTOUR, avec siège social à Luxembourg, 16, rue Glesener	5.7.1996	Mme Karin Guillaume	M <sup>e</sup> Gabriel Blanc
13.	la s.à r.l. NORD CHEMI INTERNATIONAL, avec siège social à Luxembourg, 10, rue Jean Engling	5.7.1996	Mme Paule Mersch	M <sup>e</sup> Sylvie Fasquel
14.	la s.à r.l. PINK-VIDEO LUXEMBOURG GmbH, en liquidation, avec siège social à Luxembourg, 20, place Guillaume	12.7.1996	Mme Karin Guillaume	M <sup>e</sup> Michel Molitor
15.	la s.à r.l. SNOB, établie et ayant son siège social à Differdange, 7, rue Michel Rodange	12.7.1996	Mme Karin Guillaume	M <sup>e</sup> Emmanuelle Vion
16.	la S.A. MARITIME CARRIERS LUXEMBOURG, avec siège social à Luxembourg, 16, rue du Fort Bourbon	12.7.1996	Mme Karin Guillaume	M <sup>e</sup> Marguerite Ries
17.	la S.A. COMBO CARRIERS LUXEMBOURG, avec siège social à Luxembourg, 16, rue du Fort Bourbon	12.7.1996	Mme Karin Guillaume	M <sup>e</sup> Marguerite Ries
18.	la s.à r.l. HAMBLI, avec siège social à Luxembourg, 18, rue Irmine	12.7.1996	Mme Karin Guillaume	M <sup>e</sup> Michèle Kemp
19.	la s.à r.l. L'EMOTION, avec siège social à Esch-sur-Alzette, 2. Place de l'Hôtel de Ville	12.7.1996	Mme Karin Guillaume	M <sup>e</sup> Claude Geiben
20.	la s.à r.l. CARRANO, avec siège social à Luxembourg, 7-9, rue Philippe II	12.7.1996	Mme Karin Guillaume	M <sup>e</sup> Brigitte Gathy
21.	la S.A. C.F. TOITURES, avec siège social à Luxembourg, 91, rue Glesener	12.7.1996	Mme Karin Guillaume	M <sup>e</sup> Véronique Lang
22.	la S.A. EUROPEAN FOOD AND BEVERAGE COMPANY, en liquidation, ayant eu son siège social à Luxembourg, 11C, boulevard Joseph II act. sans siège social connu	12.7.1996	Mme Karin Guillaume	M <sup>e</sup> Christel Dumont
23.	la S.A. ANIMAGE CARTOONS, établie et ayant son siège social à Luxembourg, 35, rue Jean Bertels	17.7.1996	Mme Karin Guillaume	M <sup>e</sup> Georges Everling
24.	la s.à r.l. MAIGRO GmbH, avec siège social à Luxembourg, 11, rue Béatrix de Bourbon	19.7.1996	Mme Karin Guillaume	M <sup>e</sup> Alexandre Eippers
25.	la S.A. DISTRI-TECH, ayant eu son siège social à Luxembourg, 7, rue Pierre d'Aspelt, act. sans siège social connu	19.7.1996	Mme Karin Guillaume	M <sup>e</sup> Anne-Françoise Gremling
26.	le sieur Robert EVEN, commerçant, demeurant à Mondorf-les-Bains, 13, avenue du Dr. Klein	19.7.1996	Mme Karin Guillaume	M <sup>e</sup> Anne-Françoise Gremling
27.	la S.A. CHIMIPHAR, en liquidation, avec siège social à Luxembourg, 33, bd Grande-Duchesse Charlotte	19.7.1996	Mme Karin Guillaume	M <sup>e</sup> Roy Reding
28.	la s.à r.l. THOMMES SOL & MUR, établie et ayant son siège social à Luxembourg, 31, rue de la Semois	19.7.1996	Mme Maryse Welter	M <sup>e</sup> Roy Reding

No d'ordre	Nom du failli	Date du Jugement	Juge-commissaire	Curateur
29.	la s.à r.l. RACING GREEN, avec siège social à Luxembourg, 2, rue du Kiem	19.7.1996	Mme Karin <i>Guillaume</i>	M <sup>e</sup> Gabriel <i>Blanc</i>
30.	la s.à r.l. RILAK LUX, avec siège social à Luxembourg, 238, route d'Esch	26.7.1996	Mme Marianne <i>Harles</i>	M <sup>e</sup> Annick <i>Braun</i>
31.	la s.à r.l. FIDUCIAIRE D'EISCHEN, établie et ayant son siège social à Eischen, 19, Cité Bettenwies	26.7.1996	Mme Marianne <i>Harles</i>	M <sup>e</sup> Marc <i>Bodelet</i>
32.	la s.à r.l. SERIM, avec siège social à Frisange, 40, rue Robert Schuman	26.7.1996	Mme Marianne <i>Harles</i>	M <sup>e</sup> François <i>Cautaerts</i>
33.	la S.A. LUX-COIFFURE, en liquidation, avec siège social à Luxembourg, 6-12, Place d'Armes	26.7.1996	M. Thierry <i>Hoscheit</i>	M <sup>e</sup> Isabelle <i>Claude</i>
34.	la S.A. AGENCE DE REPRESENTATION ET DE TRANSACTION ART LUX, ayant eu son siège social à Luxembourg, 21-25 Allée Scheffer, act. sans siège social connu	26.7.1996	M. Thierry <i>Hoscheit</i>	M <sup>e</sup> Thierry <i>Becker</i>
35.	la s.à r.l. CHEMOBAT, ayant eu son siège social à Luxembourg, 2, rue Astrid, act. sans siège social connu	26.7.1996	M. Thierry <i>Hoscheit</i>	M <sup>e</sup> Eric <i>Fort</i>
36.	la s.à r.l. RAYEXPORT, ayant eu son siège social à Luxembourg, 6, Place d'Armes, act. sans siège social connu	26.7.1996	M. Thierry <i>Hoscheit</i>	M <sup>e</sup> Myriam <i>Brunel</i>
37.	la s.à r.l. Azay-le-Rideau, ayant fait le commerce sous la dénomination DECORUM, avec siège social à Luxembourg, 31, rue de la Semois	26.7.1996	M. Thierry <i>Hoscheit</i>	M <sup>e</sup> Roy <i>Reding</i>
38.	la dame Angelika Hildegard SCHELENZ, commerçante, demeurant à Roodt/Syre, 29, rue de Mensdorf, ayant fait le commerce sous la dénomination PAPETERIE SCHELENZ à Luxembourg, 69, rte de Thionville	26.7.1996	M Thierry <i>Hoscheit</i>	M <sup>e</sup> Roy <i>Reding</i>
		<i>Diekirch</i>		
39.	la S.A. PNEUS PERFORMANCE S.A., établie et ayant son siège social à Weiswampach, 117, rue de Stavelot	10.7.1996	Mme M.-Thérèse <i>Schmitz</i>	M <sup>e</sup> Josiane <i>Eischen</i>
40.	la s.à r.l. SYSTEME CERON - COMMERCE ET EXPLOITATION DE LA TECHNOLOGIE CERON, établie et ayant son siège social à Eppeldorf, 6, Gaich	10.7.1996	Mme M.-Thérèse <i>Schmitz</i>	M <sup>e</sup> Claude <i>Speicher</i>

Par jugement du tribunal de commerce de Luxembourg en date du 12 juillet 1996, la faillite de la S.A. SOCIETE DE PROMOTION DU LUXEMBOURG, en abrégé SPL avec siège social à Luxembourg, 52, av. de la Liberté, de fait établie à Luxembourg, 4, rte d'Esch, a été rabattue.

**Titres au porteur. – Oppositions.** (Publication prescrite par l'art. 22 de la loi du 16 mai 1891 concernant la perte de titres au porteur).

– Il résulte d'un exploit de l'huissier de justice Roland *Funk* à Luxembourg en date du 27 juin 1996 qu'il a été fait opposition au paiement du capital, des intérêts et des dividendes échus ou à échoir, ainsi qu'à l'exercice de tous droits généralement quelconques que comportent ou peuvent comporter les titres suivants:

B.I.R.D., zero bonds 1989/96, 158x10.000 CAD aux nos: 1327/1484, 5x1.000 CAD aux nos: 4098/4102, code ISIN: XS0000003623;

– Il résulte de 4 exploits de l'huissier de justice Michelle *Thill* à Luxembourg en date du 27 juin 1996 qu'il a été fait opposition au paiement du capital, des intérêts et des dividendes échus ou à échoir, ainsi qu'à l'exercice de tous droits généralement quelconques que comportent ou peuvent comporter les titres suivants:

- 1) MAXICAV SICAV  
5 coupures aux nos: 23601/5, 4 coupures aux nos: 46105/8;
- 2) REPUBLIC OF IRELAND, 1995-2000, 8%, 8 titres de 250.000.- LUF, aux nos: 25002/9, coupon au 12.01.1997 et suivants attachés;
- 3) CREGEM BONDS BELUF CAP., 1 certificat de 5 parts aux nos: 20052126, code valeur: 0073627/04;
- 4) a) PARIBAS RENTE – «A» DISTRIBUTION (LUF), 1 certificat de 100.- aux nos: D5370, coupon no: 15 et suiv. attachés, Code valeur: 0086225/89, Code Isin: LUX0006243066,  
b) COMPAGNIE BANCAIRE, 1990-1995, 9,875%, 1 certificat de 1.000.000.- LUF au no: 201, coupon au 22.03.91 et suiv. attachés, Code valeur: 0263717/71, Code Isin: XS0026052281;

– Il résulte d'un exploit de l'huissier de justice Pierre *Kremmer* à Luxembourg en date du 1er juillet 1996 qu'il a été fait opposition au paiement du capital, des intérêts et des dividendes échus ou à échoir, ainsi qu'à l'exercice de tous droits généralement quelconques que comportent ou peuvent comporter les titres suivants:

RABOBANK NEDERLAND 95, 7,875%, coupon au 27.01.1996 et suiv. attachés, 9x1.000 aux nos: 754/62, 3x10.000 aux nos: 644/46;

– Il résulte de 3 exploits de l'huissier de justice Marcel *Herber* à Esch-sur-Alzette en date du 1er juillet 1996 qu'il a été fait opposition au paiement du capital, des intérêts et des dividendes échus ou à échoir, ainsi qu'à l'exercice de tous droits généralement quelconques que comportent ou peuvent comporter les titres suivants:

- 1) a) LION-BELGIUM FIX 96-SICAV-CAP, 4 certificats de 1 part aux nos: 404925/8, 1 certificat de 5 parts au no: 420655, échéance le 31.12.1996,  
b) LION-BELGIUM FIX 96-SICAV-CAP, 1 certificat de 1 part au no: 407185, 1 certificat de 5 parts au no: 420643, échéance le 31.12.1996;
- 2) G-RENTINFIX SICAV-BEF/LUF, 15.09.98, code valeur 064.651-49-00, 1 certificat de 1 part au no: 15196, 4 certificats de 10 parts aux nos: 10550/3, 3 certificats de 50 parts aux nos: 3852/4;
- 3) a) BANQUE GENERALE DU LUXEMBOURG, 1 certificat de 50.000.- frs., série P 029681, durée 5 ans, taux 6,75%, échéance finale 12.05.1998, coupons attachés no: 7 (12.11.1996) et suivants,  
b) BANQUE GENERALE DU LUXEMBOURG, 1 certificat de 50.000.- frs., série P 029642, durée 5 ans, taux 7,50%, échéance finale 04.06.1997, coupons attachés no: 8 (04.06.1996) et suivants,  
c) BANQUE GENERALE DU LUXEMBOURG, 1 certificat de 100.000.- frs., série R 066256, durée 5 ans, taux 6,75%, échéance finale 12.05.1998, coupons attachés no: 7 (12.11.1996) et suivants,  
d) BANQUE GENERALE DU LUXEMBOURG, 1 certificat de 100.000.- frs, série R 065277, durée 5 ans, taux 7,50%, échéance finale 05.01.1998, coupons attachés no: 6 (05.01.1996) et suivants;

– Il résulte de 3 exploits de l'huissier de justice Roland *Funk* à Luxembourg en date du 2 juillet 1996 qu'il a été fait opposition au paiement du capital, des intérêts et des dividendes échus ou à échoir, ainsi qu'à l'exercice de tous droits généralement quelconques que comportent ou peuvent comporter les titres suivants:

- 1) LEASE PLAN euro-obligation, 6,250%, AUSTR., 1994/97, CPN 25.03.1995, 5x100.000.- LUF, aux nos: 3824/8;
- 2) FORD CREDIT CANADA, 9%, 1994/99 5 titres de 1.000 CAD aux nos: 00-008417/18/19/20 et 21, 1 titre de 10.000 CAD au no: 00-001716, date d'échéance 13 octobre, coupons au 13.10.1996, 13.10.1997, 13.10.1998 et 13.10.1999 attachés;
- 3) SWEDBANK, 9,25%, 1991/96, 2x50.000.- LUF, aux nos: 2907/8, code ISIN: XS0030743230.

---

**Titres au porteur. – Mainlevées d'opposition** (Publication prescrite par l'article 22 de la loi du 16 mai 1891 concernant la perte de titres au porteur).

– Il résulte d'une information des personnes intéressées en date du 21 juin 1996 que mainlevée pure et simple a été donnée:

d'une opposition signifiée par exploit de l'huissier de justice Pierre *Kremmer* à Luxembourg en date du 6 février 1979 portant sur le titre KB INCOME FUND, au no: C 25396;

– Il résulte d'une information des personnes intéressées en date du 25 juin 1996 que mainlevée pure et simple a été donnée:

d'une opposition signifiée par exploit de l'huissier de justice Michelle *Thill* à Luxembourg en date du 30 mai 1995 portant sur les titres CREDIT LOCAL DE FRANCE, 9%, 1994-2001, 1 certificat de 1.000.- CAD au no: 13960, 3 certificats de 10.000 CAD aux nos: 571/3, + les coupons du 14.09.1995 et suivants attachés;

– Il résulte d'un exploit de l'huissier de justice Roland *Funk* à Luxembourg en date du 27 juin 1996 que mainlevée pure et simple a été donnée:

d'une opposition signifiée par exploit de son ministère à Luxembourg en date du 11 avril 1995 portant sur les titres HYDRO QUEBEC, 3 coupons au 08.03.1995, 10,625%, 1991-2001, détachés de 10.000 CAD aux nos: 32240/2.

---



## Santé.

## Relevé des maladies transmissibles déclarées pendant le mois de juillet 1996.

Maladies		Cantons														Totaux		
		Luxembourg-Ville	Luxbg-campagne	Esch-sur-Alzette	Capellen	Grevenmacher	Remich	Diekirch	Wiltz	Clervaux	Vianden	Mersch	Echternach	Redange	total du mois	total du mois précédent	total de l'année en cours	
M = Maladie D = Décès																		
Fièvre typhoïde	M																	
	D																	
Fièvre paratyphoïde	M																2	
	D																	
Autres Salmonelloses	M	3		5						15					23		35	
	D																	
Diphtérie	M																	
	D																	
Coqueluche	M																	
	D																	
Scarlatine	M	1	4	3						1					9	5	47	
	D																	
Brucelloses	M																	
	D																	
Méningite infectieuse	M																2	
	D																	
Dysenterie	M																	
	D																	
Tbc pulmonaire	M	2		1											3	4	18	
	D																	
Tbc autres organes	M			1				1							2		3	
	D																	
Tbc pleurale	M															1	2	
	D																	
Tbc Primo-infection	M																2	
	D																	
Rougeole	M									4					4	9	24	
	D																	
Paludisme	M	1													1		3	
	D																	
Hépatite infectieuse	M	1	17	1											19	8	76	
	D																	
Condylome accum.	M																6	
Blennorragie	M															1	1	
Syphillis.	M		1												1		1	
Tétanos	M															1	1	
Psittacose	M																	
S.I.D.A.	M	2													2	1	7	
	D	1													1	1	3	